

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

CEEAC : les ministres des Affaires étrangères se concertent

DES assises tenues en visioconférence, hier, en prélude à la 18e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement, prévue pour vendredi prochain. C'est le chef de la diplomatie gabonaise qui a présidé les travaux.

Isaac MUKETA MUELE
Libreville/Gabon

EN prélude à la 18e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEEAC prévue à Libreville vendredi prochain, les ministres des Affaires étrangères de l'espace communautaire se sont réunis hier par visioconférence. C'est le chef de la diplomatie gabonaise, Pacôme Moubélet Boubeya,

L'ensemble de ces points devraient être passés au peigne fin pendant plusieurs heures de débats.

qui a présidé ces assises, en sa qualité de président du Conseil des ministres. Il était assisté de Gilberto Da Piedade Verissimo, président de la Commission de la CEEAC.

Entre autres points inscrits à l'ordre du jour, les présentations des rapports du Comité inter-État des experts et d'activités de la Commission de la CEEAC; le point d'information sur l'état des contributions statutaires; la présentation du plan stratégique indicatif à moyen terme (2020-2025); les examens du plan d'action 2021, du projet

de règlement intérieur du Comité des représentants permanents (COREP), du projet du budget exercice 2021, des projets de décision, des projets de l'ordre du jour et du programme de la XVIIIe session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement; enfin, l'examen du projet du communiqué final de ladite session.

L'ensemble de ces points devraient être passés au peigne fin pendant plusieurs heures de débats. Au moment où nous mettions sous presse, les travaux se poursuivaient toujours



Pacôme Moubélet Boubeya (d), ministre des Affaires étrangères a présidé les travaux.

Rentrée scolaire: le PDG se félicite de la bonne reprise des cours



Junior Xavier Ndong Ndong, porte-parole du PDG, lors de sa déclaration.

J.K.M
Libreville/Gabon

LE Parti démocratique gabonais (PDG) s'est félicité, hier, par le truchement de l'un de ses porte-paroles, Junior Xavier Ndong Ndong, par ailleurs conseiller du "Distingué camarade président" (DCP) auprès du secrétaire général, du "bon déroulement, à l'échelle nationale, de la rentrée scolaire sur le plan administratif et pédagogique depuis le 9 novembre dernier".

Faisant le constat du climat de sérénité qui règne en ce début d'année académique, eu égard à la crise sanitaire actuelle, Xavier

Ndong Ndong a salué "l'engagement, la détermination, la responsabilité et le caractère appliqué dont fait preuve le gouvernement en s'employant à réunir les conditions optimales pour la réussite de l'année scolaire, selon les très hautes instructions du DCP".

Pour autant, l'orateur a exhorté "les apprenants, les enseignants ainsi que les personnels d'encadrement à respecter scrupuleusement les mesures barrières édictées par les autorités compétentes".

De même, soutenant le gouvernement dans sa volonté d'améliorer de façon significative le cadre de travail des enseignants, le PDG s'est réjoui de la "livraison de nouveaux établissements scolaires, de la construction de nouvelles salles de classe, de l'extension et la réhabilitation des internats, de la réfection des lieux d'aisances dans les écoles primaires, de la livraison de 130 000 tables-bancs, etc."

Sur un tout autre plan, Xavier Ndong Ndong a réaffirmé le "soutien indéfectible" de sa formation politique au combat mené par le DCP contre la corruption et l'enrichissement illicite. Non sans saluer l'engagement de la première dame, Sylvia Bongo Ondimba, par ailleurs présidente d'honneur de l'UFPDG, "qui multiplie les initiatives visant à l'amélioration de la santé des Gabonais".

D'où, a-t-il indiqué, après le succès retentissant d'Octobre rose, le PDG soutient l'initiative Novembre bleu.

Miroir du gouvernement

Prendre à bras-le-corps les préoccupations des populations

LE gouvernement à nouveau placé devant ses responsabilités. En effet, au cours du dernier Conseil des ministres, "le chef de l'État a exhorté l'équipe gouvernementale à résolument répondre aux attentes de nos compatriotes, au dynamisme et à l'exemplarité dans l'accomplissement de leur mission républicaine".

À l'évidence, cette exhortation tombe à propos. Tant on a le sentiment que depuis le 17 juillet dernier, date de la composition du gouvernement, celui-ci peine à trouver véritablement des solutions concrètes aux préoccupations majeures des populations. Si bien que celles-ci se considèrent, quelque part, abandonnées par les pouvoirs publics. Et dans une certaine mesure, difficile de ne pas partager leur point de vue. Ne serait-ce qu'au regard de l'absence

de réaction du gouvernement face aux nombreux licenciements de travailleurs en cette période de pandémie.

Une atonie qui en dit long sur les capacités réelles d'action du gouvernement. Lequel, après la récente descente du chef de l'État sur le terrain dans la capitale gabonaise et ses environs, semble soudainement avoir pris conscience du calvaire vécu par les populations, au regard de la dégradation avancée de plusieurs voies de circulation à Libreville, Owendo et Akanda.

Et que penser de l'attitude de l'équipe gouvernementale qui, semble-t-il, a mis définitivement une croix sur l'opération de distribution des kits alimentaires aux personnes vulnérables, sans s'être soucié, apparemment, d'édifier l'opinion publique nationale à cet

effet. Il ne lui reste plus qu'à espérer que les conclusions de l'enquête parlementaire, destinée à faire la lumière sur la gestion gouvernementale de la pandémie actuelle, lui permettront d'avoir toutes les traces sur l'utilisation et la destination réelle des stocks de la Banque alimentaire.

Bref, en cette période de crise, comme l'a rappelé le chef de l'État, "la nécessité d'une plus grande solidarité et d'une performance des acteurs publics afin d'améliorer et de porter haut l'engagement social de l'État envers les couches les plus vulnérables de nos populations" est plus que primordiale. Ce qui suppose que le gouvernement prenne à bras-le-corps les difficultés des populations.

J.KOMBILE MOUSSAVOU